Quarante-sixième année. — N° 212. (EDITION DU MATIN) L'ADMINISTRATEUR DE L'ÉCOLE NATIONALE DES ARTS INDUSTRIELS MERCREDI 31 JUILLET 1901.

Journal de Roubaix

TARIF D'ABONNEMENTS.— Roubaix-Tourcoing, le Nord et les départements limitrophes : Trois mois, 5 fr.; Six mois, 9 fr.; Un an, 18 fr. Les autres Départements et l'Etranger le port en sus. Agence particulière à Paris, 26, rue Joydeau

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5

Directeur-Propriétaire: Alfred REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES : A Roubaix, aux bureaux du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, aux bureaux du journal, rue Carnot, 5, et à la librairie Watteeuw, rue Saint-Jacques, 39. — A Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 8. — A Bruxelles, à l'Office de Publicité, 44, rue de la Madeleine. — A Mouscron, chez M. Henri Lemesre, rue de la Station. — En vente à Paris : aux Bibliothèques de la gare de l'Est, de la gare du Nord et de la gare St-Lazare.

LES BOURSES DU TRAVAIL
et les Militaires

Il est assez amusant d'écouter les plaintes des socialistes à propos de la récente décision du préfet de la Seine qui vient de nommer à la Bourse du travail cinq surveillants qui n'agréent pas aux chefs du parti.

Au lieu de choisir ces fonctionnaires parmi les vieux militants, M. de Selves les a pris parmi les anciens militaires. Introduire quatre adjudants et un sergent dans ce centre d'antimilitarisme, n'est-ce pas un défi aux frères et amis ? C'est ainsi du moins que ceux-ci prennent la mesure; et ils répondent au préfet par des injures.

Mais pourquoi s'adressent-ils à l'agent subalterne, et ne remontent-ils pas à l'autorité responsable ?

Les Bourses du travail sont placées sous la haute direction du ministre du commerce, qui règle leur fonctionnement et surveille leur administration. Les préfets ne sont, vis-à-vis de ces institutions, que les délégués du ministre; s'ils commettent un abus, il appartient à celui-ci de le réformer, et s'il le maintient, il en assume l'entière responsabilité.

Pourquoi donc les chefs socialistes se bornent-ils à invectiver M. de Selves, sans saisir M. Millerand de leurs griefs ? Parce qu'ils tiennent à ménager leur camarade-ministre et à lui éviter tout embarras.

S'ils portaient leur réclamation devant le ministre, comme c'est le droit de tout citoyen qui se prétend lésé par l'acte d'un fonctionnaire, M. Millerand éprouverait quelque difficulté à juger entre eux et son préfet.

M. de Selves a voulu préposer à la surveillance de la Bourse du travail des agents sûrs, disciplinés, habitués par un long service militaire à respecter les trois couleurs et peu disposés à laisser glorifier le drapeau rouge. M. Millerand peut-il lui donner tort sans soulever l'indignation des vrais Français ? Peut-il lui donner raison sans exciter la colère des socialistes qui n'ont pas encore passé à l'opportunisme gouvernemental ? Il vaut mieux lui éviter de se promener. Heureux ministre, d'avoir des amis si prudents, dont le seul souci est de lui épargner tout ennui, afin de le conserver plus longtemps au pouvoir.

Il y a d'ailleurs, à certains maux des compensations. La Bourse du travail de Paris est contrainte de subir, à titre de surveillants, de vieux militaires; les Bourses du travail de province appellent, à titre de néophytes, les jeunes soldats; elles ouvrent des cercles militaires ou ceux-ci pourront passer leurs heures libres, puiser dans les bibliothèques, en lisant les œuvres des antimilitaristes, les fermes principes d'indiscipline, et écouter à l'occasion l'exposé des doctrines internationales.

M. André, qui ferme les cercles catholiques, autorise les cercles socialistes; il s'est promis de déchristianiser l'armée; le meilleur moyen n'est-il pas de la *socialiser ?*

Informations

LE DEPART DE LA REINE RANAVALO

Marseille, 29 juillet. — La reine Ranavalo, accompagnée de sa petite nièce, son institutrice et sa tante, est partie aujourd'hui, à une heure, par le *Duc-de-Bragance*, courrier d'Alger.

UNE DEMISSION

M. Appleton, professeur dreyfusard, dont on se souvient de la violente attitude, lors de la conférence que fit M. Jules Lemaître à Lyon, vient de donner sa démission de conseiller municipal de cette ville. Il serait prochainement nommé substitut à Paris.

LA VILLA DE NAPOLEON Ier

Livourne, 29 juillet. — Une grande association religieuse française, ne voulant pas se soumettre à la nouvelle loi, vient d'acheter la villa et le musée de Napoléon Ier à l'île d'Elbe.

UN AUTODROME

On parle depuis quelque temps d'installer pour les automobiles un autodrome, de même qu'il y a des vélodromes pour bicyclettes.

Il est en ce moment fortement question de se servir pour cela de la route circulaire qui entoure le parc du château de Chambord et qui est une propriété privée. Elle ne compte pas moins de trente kilomètres.

WALDERSEE A ALGER

Alger, 29 juillet. — Le navire allemand *Gera*, ayant à bord le feld-maréchal de Waldersée, venant de Chine et en dernier lieu de Port-Saïd et rapatriant un millier de soldats allemands, est entré ce matin dans le port. Il est mouillé dans le bassin d'observation pour y subir la visite sanitaire.

LE ROI DES BELGES

Bad-Gastein, 29 juillet. — Le roi des Belges est parti ce matin pour Salzbourg, d'où il se rendra à Paris.

LA MALADIE DE L'IMPERATRICE FREDERIC

Londres, 29 juillet. — Le *Daily Express* publie une dépêche de Berlin, datée du 28, disant que l'état de l'impératrice s'aggrave, et que la maladie a envahi la maladie inférieure gauche du corps.

A cinq heures ce matin, le *Daily Mail* annonce que le bruit de la mort de l'impératrice Frédéric se répand.

LES COUVENTS ATTAQUES A MADRID

Madrid, 29 juillet. — A la suite des manifestations accompagnées de menaces qui ont eu lieu ces temps derniers, et notamment hier, les religieuses de la Conception craignant que le couvent ne fût envahi, ont quitté leur immeuble.

Après avoir revêtu des vêtements de deuil, elles sont montées dans une trentaine de voitures particulières et se sont réfugiées auprès des familles de l'aristocratie. Les religieuses déclarent qu'elles ont abandonné leur couvent, parce que la préfecture les a avisées que des troubles étaient probables. Elles ont emporté avec elles des objets de grande valeur.

NOUVELLES EMEUTES A BELFAST

Londres, 29 juillet. — A la suite de la condamnation de plusieurs protestants, coupables d'avoir attaqué et blessé des catholiques, qui prenaient part à une procession, des troubles nouveaux ont eu lieu à Belfast. Les agents furent blessés à coups de pierres.

Les blessés sont nombreux. Plusieurs magasins ont été pillés. On s'attend à de nouveaux désordres.

UNE PANIQUE A HANOVRE

Une panique s'est produite à Hanovre. Plusieurs milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux paysans se sont précipités à la Caisse d'épargne, pour réclamer leurs dépôts. La police a essayé vainement d'empêcher l'envahissement des locaux. Une allocution du maire de Hanovre n'est pas parvenue à calmer la foule. Il a fallu que la Caisse d'épargne, secondée par les principales Banques de Hanovre, remboursât tous les dépôts réclamés.

LES ÉLECTIONS DES CONSEILS GÉNÉRAUX

Quatre-vingt-quatorze ou quatre-vingt-quinze ballottages — on ne sait au juste combien — ont eu lieu dimanche pour les Conseils généraux. Le ministère de l'intérieur et l'agence Havas continuent de publier des statistiques sur les résultats connus; nous continuons, de notre côté, de les reproduire, tout en faisant les mêmes réserves que sur le premier tour sur la valeur des appréciations officielles.

Voici d'abord les chiffres de l'agence Havas pour 94 résultats :

Républicains élus, 83 ; conservateurs, 11.

Les républicains, ajoutent l'agence, gagnent 17 sièges et en perdent 7.

La statistique du ministère ne porte que sur 88 résultats, ainsi répartis suivant lui :

Radicaux et radicaux-socialistes, 44 ; républicains, 22 ; socialistes, 11 ; conservateurs, 7 ; nationalistes, 3 ; rallié, 1.

Les républicains gagneraient sur les conservateurs et les nationalistes 14 cantons.

Les radicaux et socialistes (ce qui veut dire ministériels, gagneraient 13 cantons sur les républicains modérés. Les républicains perdraient six sièges.

En résumé, les républicains de toutes nuances gagneraient 27 sièges et en perdraient 7, soit un gain de 21 sièges.

Le 1er tour, toujours d'après les chiffres officiels, ayant donné aux républicains un gain de 50 sièges, ce serait donc actuellement 71 sièges que les républicains gagneraient définitivement, moins les quelques résultats à connaître.

On continue (on ne sait pourquoi) à ne donner aucun renseignement sur les élections aux Conseils d'arrondissement. Tout ce que nl'on dit au ministère de l'intérieur, c'est que le 1er tour donne aux républicains un gain de 103 sièges et que le 2e tour s'est passé sans incident.

Revenons aux Conseils généraux pour signaler quelques particularités du scrutin de dimanche.

Six membres du Parlement étaient hier en ballottage. Deux sénateurs, MM. Delobeau et le comte d'Aunay (qui ont été réélus), et quatre députés, MM. Allombert et Weil-Mallez — qui ont été élus, — et MM. Lasserre et Fleury-Ravarin, qui ont échoué à quelques voix.

Outre la défaite, à Lille, du maire Delory, de l'adjoint Ghesquière et de trois autres candidats socialistes, signalons la défaite, à Montluçon, de M. Dormoy, socialiste également.

La caractéristique des élections à Marseille, est l'échec qu'elles infligent à la municipalité de M. Flaissières. MM. Bertas et Bédarrides, adjoints, sont battus, ainsi que MM. Maurel et Isoard, conseillers municipaux, malgré l'estampille officielle qu'ils avaient reçue.

Dans beaucoup de cantons, les élus ne distancent leurs adversaires que d'un nombre infime de voix.

—×—

L'opinion des journaux parisiens

La « Petite République » essaie de se consoler des échecs collectivistes de Lille et de Montluçon notamment, en constatant que là où les socialistes ont été battus ils ont réuni un grand nombre de suffrages.

Le « Radical » se félicite de la journée d'hier qui a complété la victoire républicaine du premier tour de scrutin.

La « Libre Parole » déclare que malgré les fictes officielles, la vérité est que hier, comme dimanche, le ministère a reculé et que les résultats sont du meilleur augure pour la grande bataille des élections législatives.

La « Patrie », — A Marseille comme à Rouen, à Nancy comme à Lille, l'opinion manifeste ouvertement et entonne le chant du départ des ministres :

La « Croix » de l'avis. — Le scrutin de ballottage d'hier emprunte une double importance à la défaite du socialisme dans les deux villes qui lui servaient de rempart, Lille et Marseille.

Le « Temps » dit à propos des résultats de Lille. « Il y a là un indice précieux qui permet de bien augurer des prochaines élections législatives dans le département. »

Le « Journal des Débats ». « Aucune propagande ne vaut, pour les idées modérées, l'expérience coûteuse, mais instructive, d'une municipalité socialiste. Il a suffi à Lille et à Roubaix de quelques années de « socialisme pratique » pour redonner vigueur et confiance au parti modéré. Le même phénomène s'est manifesté naguère à Saint-Denis et il tend à se généraliser. A Marseille, les partisans de M. Flaissières ont été battus sur toute la ligne. Le maire socialiste de Montluçon n'a pas été plus heureux. »

La « Liberté ». — Le collectivisme est une crise que traversent successivement toutes les grandes villes. Il n'y a qu'à laisser faire. Quand elles ont goûté du délicieux régime que leur réservent les émules de M. Millerand, et qu'elles ont un peu assisté au pillage de leurs finances, çà leur calme le sang et çà les ramène à des sentiments plus pondérés. On a vu le phénomène se produire à Paris, voici quinze mois; on vient de le voir se produire à Marseille et à Lille. Lyon ne tardera pas à avoir son tour.

Les journaux de Lille

Voici comment les journaux de Lille commentent les résultats des élections de dimanche :

Le « Réveil » reconnaît que la journée a été mauvaise pour le socialisme : « Les défaites de Delory et de Ghesquière nous sont surtout sensibles, nous ne voulons pas le dissimuler. Ils ont l'un et l'autre succombé sous la même coalition qui a barré la route à Vérecque et à Goniaux, — coalition formée de nos ennemis de toujours et, il nous est pénible de le constater, de nos alliés d'hier, les radicaux. »

Le « Progrès » reproche aux socialistes leurs violences contre les radicaux. « Les socialistes, ajoute-t-il, récriminent sans doute. Qu'ils descendent au fond d'eux-mêmes et qu'ils fassent leur examen de conscience. Et ils reconnaîtront qu'ils sont les principaux auteurs de leur défaite.

« Ce qui donne sa vraie signification au scrutin d'hier, dit l'« Echo du Nord » c'est l'admirable discipline avec laquelle tous les républicains, tous les modérés, tous les anticollectivistes sont allés aux urnes. Ils ont vu plus loin que le triomphe de leur programme particulier, plus haut que le succès de leurs hommes. »

La « Dépêche » se réjouit des résultats. « Nous nous réjouissons de ce résultat qui, en tenant compte du scrutin du 28 juillet, assure la défaite des révolutionnaires dans sept cantons sur huit, encore que les élus ne soient évidemment pas de la même qualité et de la même origine. »

LES MANŒUVRES NAVALES

La Ciotat, 29 juillet. — Les manœuvres navales, en présence des ministres, se sont poursuivies sans incident. L'armée navale a quitté ce matin, un peu avant huit heures, son mouillage aux Salins-d'Hyères, afin de se rendre à la Ciotat, où doit avoir lieu l'expérience du *Gustave-Zédé*.

Le cuirassé *Bouvet*, à bord duquel sont embarqués les ministres, a exécuté des tirs de combat à la distance de trois kilomètres, sur les rochers de la côte. Vers le milieu du jour, le temps s'est couvert et un violent orage a éclaté.

Le *Gustave-Zédé* a exécuté plusieurs plongées et manœuvres ayant à bord MM. Waldeck-Rousseau et de Lanessan.

M. de Lanessan a remis, à l'amiral Gervais, une lettre exprimant combien il est heureux ainsi que M. Waldeck-Rousseau d'assister à ces intéressantes manœuvres.

M. de Lanessan rend hommage à la rapidité et à la précision des évolutions des bâtiments, à l'habileté déployée, à la valeur personnelle des officiers et à la sûreté de la direction qu'a su leur imprimer l'amiral. Il termine en exprimant les vives félicitations du gouvernement pour l'amiral et tout le personnel.

L'ANNIVERSAIRE
de la mort du roi Humbert

Monza, 29 juillet. — La ville est très animée et pavoisée de deuil. Les magasins et les fabriques sont fermés. Chaque train débarque un grand nombre d'habitants de toute la Lombardie.

La première pierre de la chapelle expiatoire que le Roi fait ériger, à l'endroit où son père fut assassiné, est posée en présence du duc des Abruzzes, représentant le Roi, entouré des autorités civiles, militaires et ecclésiastiques. Le duc est visiblement ému.

Ensuite, toujours sur le lieu du régicide, est célébrée une messe que le duc et l'assistance écoutent debout. Cette cérémonie est très simple, mais très émouvante.

Le duc des Abruzzes, salué respectueusement par une foule immense, se rend ensuite à la cathédrale, où a lieu une messe funèbre due à l'initiative des dames de Monza, en présence des autorités, d'un certain nombre d'invités et d'un public nombreux.

Le duc est parti ensuite pour Milan, salué par la foule.

Rome, 29 juillet. — A trois heures de l'après-midi, un immense cortège composé de représentants de toutes les provinces du royaume et de plus de trente mille communes et d'un grand nombre d'associations civiles et militaires, avec drapeau et musique, est allé au Panthéon pour rendre hommage à la mémoire du roi Humbert et déposer des couronnes sur son tombeau.

Le défilé a duré deux heures. A l'intérieur du Panthéon, les honneurs étaient rendus par les vétérans des guerres de l'Indépendance.

Paris, 29 juillet. — A l'occasion de l'anniversaire de la mort du Roi Humbert Ier d'Italie, un service a été célébré à onze heures à la chapelle de la maison italienne, rue des Ternes.

La cérémonie avait un caractère strictement privé. Y assistaient : le comte Tornielli, ambassadeur d'Italie, les membres de l'ambassade et leurs familles, et quelques notabilités de la colonie italienne, en tout une trentaine de personnes.

LA GUERRE DANS LE SUD DE L'AFRIQUE

Attaque boër

Middelburg (Colonie du Cap), 29 juillet. — Un détachement boer a attaqué hier soir le camp de reconcentrados d'Aliwal North, mais il a été repoussé.

Le territoire portugais envahi par les Boërs

Madrid, 29 juillet. — On mande de Lisbonne : Les journaux publient une dépêche de Lourenço-Marquez disant qu'un commando boer, avec plusieurs femmes et enfants, est entré sur le territoire portugais près des fleuves Parfuri et Limpopo. Les autorités de Lourenço-Marquez ont envoyé des renforts sur le point où le commando boer paraît se trouver. D'autres renforts sont partis d'autres points pour la même destination. Le Ministre de la Marine a ordonné au gouverneur de Mozambique de réunir des renforts.

FAITS DIVERS

Découverte macabre

Paris, 29 juillet. — Un chiffonnier a trouvé, hier, dans un papier d'emballage, un bras humain presque entièrement décomposé. A la même heure, un pêcheur à la ligne trouvait près de la Seine, une tête méconnaissable. On se demande si l'on est en présence d'un nouveau crime.

Incident aux manœuvres alpines

Nice, 29 juillet. — Un incident s'est produit, samedi, pendant les manœuvres alpines près de Fuget-Théniés. La 15e batterie alpine, venant de Guillaumes, s'était installée aux Fourniers, sur le bord d'un ruisseau descendant de la montagne. A la suite d'un orage violent, qui occasionna une crue subite, le ruisseau se changea en torrent, les eaux montèrent à deux mètres, entraînant une masse énorme de terre éboulée et les pièces de canon. Après cinq heures d'un travail pénible dans l'eau, les artilleurs purent retirer leurs pièces et les placèrent en lieu sûr.

Quatre personnes mortes dans les flammes

Le Puy, 29 juillet. — Ce matin, à trois heures, un incendie a détruit une maison située dans le quartier Taulhac. Quatre personnes ont péri dans les flammes; la veuve Delaigue, âgée de 55 ans, sa fille, âgée de 29 ans, son fils âgé de 14 ans, et son petit-fils, âgé de 4 ans.

On a pu sauver une vieille femme de quatre-vingt-cinq ans.

Violents orages

Perpignan, 29 juillet. — Le canton de Saillagouse a été ravagé par des orages d'une violence inouïe. Les champs sont couverts de vase. Les récoltes sont perdues. Les ponts des routes ont été emportés.

Déraillement de la malle des Indes

Bruxelles, 29 juillet. — La malle des Indes, attendue à Bruxelles hier à huit heures du soir, a déraillé à Luxembourg en pleine vitesse. Une panique indicible s'est produite parmi les voyageurs, que la secousse avait jetés les uns sur les autres. Plusieurs personnes ont été blessées.

Terrible incendie

Londres, 29 juillet. — Quelques journaux publient une dépêche de New-York annonçant que le village la Prairie, dans la province de Québec (Canada) a été éprouvé par un violent incendie. Vingt-huit maisons et le couvent de Notre-Dame ont été détruits. Les dégâts s'élèvent à cent mille dollars.

Incendie criminel

Berlin, 29 juillet. — Le domaine d'Uelz, près de Postdam, appartenant au prince Henri, frère de l'empereur, a été totalement détruit par un incendie. On attribue le sinistre à une action criminelle.

Le prince Henri, qui est actuellement avec l'escadre, à Cadix, a été prévenu télégraphiquement.

Dix femmes écrasées

Modène, 29 juillet. — Hier, vers midi, dans la commune de San-Cesario-sul-Panaro, les greniers trop chargés de grains qui se trouvaient au-dessus d'une fabrique de tresses de paille se sont effondrés, ensevelissant sous leurs décombres neuf jeunes ouvrières et la femme du fabricant.

Six ouvrières sont accourues sur les lieux et de graves responsabilités pèsent sur le propriétaire.

Dans la fabrique travaillaient quarante jeunes filles, mais heureusement, au moment de la catastrophe, midi venant de sonner, trente et une d'entre elles étaient déjà sorties pour aller prendre leur repas.

Un prélat autrichien assommé

Vienne, 29 juillet. — Le nommé Basile Wasylcyczyn a frappé et assommé d'un coup de bâton sur la tête le prélat Haussmann, vieillard de soixante-quatorze ans, au moment où celui-ci montait à l'autel pour dire la messe. Le prélat, dont l'état est grave, survivra.

Wasylcyczyn, riche bourgeois, ruiné par l'ivrognerie, réclamait une somme de 20.000 francs au chapitre de la cathédrale.

Il a été antérieurement arrêté chez le gouverneur de Galicie, à la Hofburg, et dans tous les lieux officiels où il présentait des réclamations extravagantes. Il a été quatre fois interné comme aliéné.

LES DISTRIBUTIONS DE PRIX

A ROUBAIX

ECOLE NATIONALE DES ARTS INDUSTRIELS. — C'est à l'Hippodrome qu'a eu lieu, cette année, la distribution des prix de l'Ecole Nationale des Arts Industriels. Lundi après-midi, à quatre heures, lorsque cette cérémonie a commencé, une assez nombreuse assistance se trouvait réunie dans la vaste enceinte.

M. Roger Milès, chevalier de la Légion d'honneur, écrivain d'art, avait été délégué par M. le Ministre de l'Instruction Publique, pour présider cette distribution de prix. Il était entouré de MM. Voldemar Lestienne, président du Tribunal de Commerce ; Julien Lagache, président de la Chambre de Commerce, et vice-président du Conseil supérieur de l'Ecole ; Félix Chatteleyn et Edouard Roussel, conseillers généraux ; Albert Danis, Henry Tiermynck, tous membres du Conseil supérieur ; Pontignac-Devillers, président de la Société Artistique de Roubaix-Tourcoing ; Henri Verlais, administrateur, et de MM. les Professeurs de l'Ecole.

Une section de la « Grande-Harmonie » exécute d'abord la « Marseillaise », sous la direction de M. Hodum, puis M. Julien Lagache se lève et prononce l'allocution suivante, qui est fort applaudie :

« Mesdames, Messieurs, Chers Elèves,

» La distribution des prix aux élèves de l'Ecole Nationale des Arts Industriels de Roubaix emprunte toujours un caractère tout particulier de solennité à la présence au fauteuil de la présidence d'un délégué de M. le Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

» Nous devons nous féliciter de cette circonstance, non seulement au point de vue de la cérémonie en elle-même, mais parce qu'elle est une preuve de la sollicitude de M. le Ministre et de M. le Directeur des Beaux-Arts pour notre école.

» M. le Délégué en effet, ne se borne pas à présider la cérémonie à laquelle nous assistons; il tient encore à visiter l'exposition des travaux des élèves et à se rendre compte de la bonne marche des différentes parties de l'enseignement. Il nous donne ensuite les conseils que lui dicte son expérience.

» M. Roger Milès, écrivain d'art, désigné par M. le Ministre pour venir le représenter parmi nous, aujourd'hui, est on ne peut mieux qualifié pour accomplir la mission qui lui a été confiée.

» Ancien professeur de l'Université, M. Roger Milès a ensuite appartenu, comme avocat, à la Cour d'appel de Paris.

» Puis, entraîné par un penchant irrésistible vers l'art sous ses différentes formes, il a quitté le barreau pour s'adonner à l'étude des questions artistiques.

» Il a écrit de nombreux ouvrages très estimés, qui lui ont valu la croix de chevalier de la Légion d'honneur à la suite de l'Exposition universelle de 1900.

» M. Roger Milès est, en outre, un collectionneur passionné. Il a réuni une quantité considérable d'objets d'art remarquables, qui témoignent du goût parfait qu'il possède.

» Je suis l'interprète de mes collègues du Conseil supérieur en adressant à M. Roger Milès les plus sincères remerciements pour l'honneur qu'il fait à l'Ecole, en venant présider cette cérémonie.

» Nous espérons que M. Roger Milès sera satisfait de sa visite à notre établissement.

» Nous espérons qu'il aura pu constater et qu'il voudra bien dire, à M. le Ministre, que tous les cours, malgré leur diversité, fonctionnent dans d'excellentes conditions et que les élèves qui les fréquentent, emporteront, à leur sortie, des connaissances théoriques et pratiques très utiles qui leur permettront de se créer, plus tard, des situations lucratives, comme l'ont fait beaucoup de leurs devanciers.

» Ces résultats sont dus au zèle de MM. les Professeurs, dont plusieurs ont reçu, récemment, des distinctions auxquelles nous avons applaudi, à l'assiduité des élèves, et aussi au dévouement exemplaire de M. l'Administrateur, qui ne ménage ni son temps, ni les fatigues, pour mener à bien la très lourde tâche qui lui incombe, dévouement dont le Conseil supérieur s'est plu à le féliciter à maintes reprises et qu'il ne manque jamais de signaler dans les rapports qu'il adresse à M. le Ministre des Beaux-Arts.

» En terminant, je suis heureux d'annoncer que M. Roger Milès a voulu laisser un souvenir durable de sa visite, en nous remettant quatre de ses ouvrages pour être jointe aux prix de quatre lauréats.

» J'ai déjà remercié le généreux donateur de la délicate pensée qui l'a guidé dans cette circonstance, je me fais un devoir de lui donner un témoignage public de gratitude, certain que je suis de répondre ainsi aux sentiments de ceux qui portent intérêt à l'Ecole Nationale des Arts Industriels. »

M. Roger Milès prononce ensuite le discours d'usage. Avec une grande élévation d'idées, dans un style élégant et fleuri, le délégué du ministre, après avoir fait l'éloge le plus délicat de la Chambre de commerce, du Conseil supérieur et de l'administrateur de l'Ecole, s'est adressé aux élèves qui ont terminé leurs études et leur a montré « ce qu'il y a d'auguste dans le devoir qui incombe aux ouvriers d'art. »

La place nous manque aujourd'hui malheureusement pour reproduire ce remarquable discours ; nous en commencerons demain la publication.

Lecture a été ensuite donnée du palmarès. Voici les noms des élèves qui ont obtenu les principales nominations :

—— Cours préparatoire de dessin à main levée. — Concours. — Première division : 1er prix, Devotte Zénobie ; 2e prix, Olivier Georges. —— Deuxième division. — Concours : 1er prix, Manche Maurice ; 2e prix, Méresse Ur-

---

FEUILLETON DU 31 JUILLET 1901. N° 90

LE SERGENT RENAUD

Par PIERRE SALES

TROISIEME PARTIE

L'Américaine

VI. — (SUITE)

Lorsqu'il se retira avec le marquis, il n'y eut qu'un cri dans tout le salon :

— Il est charmant !

Deux minutes après, M. Dickson montait à son appartement, où était son téléphone personnel, et faisait appeler Baradoux. Quand les communications furent établies, le banquier demanda seulement :

— Il est venu ?

— Oui.

— Eh bien ?

— Vous savez ce que signifient, en anglais, les mots : *all right !*

— Parfaitement !

— Eh bien! je n'ai pas à vous dire autre chose, mon cher monsieur Baradoux, que : *all right !*

— Vous n'hésites plus ?

— Plus du tout ! Vous verrez le marquis ce soir?

— Il doit venir chez moi après son dîner.

— Convenez bien tout, arrêtez bien tout, que ce vieux fripon ne nous joue pas de mauvais tour... Et à demain !

Baradoux avait attendu la fin de cette journée avec une certaine anxiété. Lui, l'homme calme, il avait donné des signes d'agitation; il s'était emporté contre un client qui lui empruntait de l'argent et à qui il ne voulait plus en prêter, tandis que c'était une règle absolue chez lui d'envelopper ses refus dans une bonne grâce parfaite; il avait grondé son caissier, bousculé son garçon de bureau. Ce n'était que pour la forme qu'il avait un caissier, car les fonctions de cet employé consistaient à payer des sommes que Baradoux lui remettait quelques minutes à peine avant l'heure des payements. Le vrai caissier, c'était Baradoux, comme il était son comptable; personne ne connaissait les secrets du banquier. Il employait aussi un petit jeune homme pour faire des courses, retirer de chez les huissiers les billets qui n'avaient pas été payés par ses clients; mais c'était encore une besogne dont Baradoux préférait se charger quand ses occupations le lui permettaient. Le seul homme utile à Baradoux était son domestique, grand gaillard nommé Jacques, qui, le matin de très bonne heure, faisait son ménage et entretenait ses collections, et qui, à partir de dix heures, remplissait l'office de garçon de bureau. Il avait une qualité précieuse : il excellait comme son maître, à renvoyer les clients sans les fâcher.

Ce soir-là, Jacques avait brillamment allumé le cabinet de son maître. Ce cabinet communiquait d'un côté avec l'appartement du banquier, et de l'autre avec deux petites pièces nommées pompeusement « les bureaux ». Une de ces pièces possédait un guichet donnant sur l'entrée; c'est là que se faisaient les payements, là que les clients apportaient leurs énormes intérêts.

Baradoux n'avait pas eu, ce soir-là, le moindre regard pour ses collections; il était assis devant son bureau et vérifiait des papiers couverts de chiffres. Vers dix heures, le timbre de l'entrée retentit; et, presque aussitôt, Jacques introduisait le marquis de Villepreux dans le cabinet du banquier. Le banquier dit à son domestique :

— Que personne ne nous dérange !

Le domestique répondit par un geste rassurant et laissa les deux adversaires face à face; car c'était bien deux adversaires que ces deux êtres perdus par la corruption parisienne; ils allaient lutter, le sourire sur les lèvres, pour savoir qui, de l'Américain ou du marquis, tromperait l'autre dans la question du mariage d'Edith et de Frédéric. Ce fut avec la bonhomie la plus aimable que Baradoux offrit un fauteuil au marquis, tandis que lui-même se rasseyait à gauche de son bureau, la main étendue sur ses papiers; et la conversation commença, roulant sur la beauté de miss Edith et sur les qualités de Frédéric. Lorsqu'ils se furent fait mutuellement assez de compliments, Baradoux, toujours bonhomme, aborda la question :

— Il est probable, même presque certain, dit-il, que M. Dickson accordera à votre fils la main de miss Edith; toutefois, avant d'engager ces deux amoureux irrévocablement, il faut bien établir les conditions du contrat...

— Mais... le régime de la communauté me semble tout indiqué, prononça le marquis d'un air dégagé.

— Ce n'est pas l'opinion de M. Dickson, répliqua tranquillement Baradoux. Et tenez, monsieur le marquis, ne perdons pas notre temps à finasser. En cette affaire, je dois vous soutenir comme je soutiens M. Dickson; vous êtes mes clients tous les deux... Je vous dois mes conseils. Eh bien! monsieur le marquis, si vous avez pris M. Dickson pour une grosse brute de Yankee, vous vous êtes trompé. Sous son enveloppe qui, je le reconnais, est un peu fruste, il a l'esprit le plus délié... Il est roué comme une vieux Parisien. Je vais vous en donner un exemple qui vous touche de très près.

Le marquis commençait à faire la grimace; Baradoux continuait :

— Savez-vous quel est le premier individu qui ait été informé, hier, de la situation... fâcheuse que traverse la Compagnie de réassurances, dont vous êtes président ?...

Le marquis eut un léger tremblement.

— Mais, monsieur, dit-il, il ne s'agit pas ici de ma situation personnelle.

—Pardon, pardon, déclara Baradoux très nettement. Je vous ai dit qu'il était inutile de finasser; vous savez fort bien que votre fils ne consentira que très difficilement à épouser mademoiselle Dickson, puisqu'il est amoureux de mademoiselle Florimont...

— Cette amourette est finie, monsieur !

— Oui, je sais qu'il y a eu quelques... difficultés entre vous et cet estimable notaire, — je vous prie de croire que je suis toujours exactement renseigné, monsieur le marquis, — mais ces difficultés n'ont pas détruit l'amour dont je vous parle. Si votre fils consent donc à épouser la belle Edith, c'est parce que vous lui aurez appris que vous êtes perdu, et que ce mariage peut vous sauver.

Honoré eut un geste de révolte; puis, devant le regard perçant de Baradoux, il baissa la tête. Le banquier poursuivit :

— Vous ne sauriez croire à quel point M. Dickson connaît, ou devine quand il ne les connaît pas déjà, les dessous de la vie parisienne. Il a déjà fait bavarder une foule de gens et sait l'histoire de votre vie... aussi bien que moi.

— Si c'est vous qui l'avez renseigné! murmura Honoré d'un ton colère.

— Pas du tout, monsieur le marquis. J'ai, au contraire, atténué tout ce qu'on lui a raconté; mais il sait que vous avez commencé par ruiner complètement votre famille.

— Il ne suppose pas, je pense, que si je possédais encore ma fortune, je consentirais au mariage de mon fils, un Villepreux, avec une mademoiselle Dickson ?

— Pas de cet orgueil, monsieur le marquis! Nous ne sommes pas ici pour faire un parallèle entre la noblesse et l'argent, mais pour discuter les conditions d'une affaire. M. Dickson sait que, pendant quelques années, vous avez vécu d'emprunts, puis que vous avez essayé de regagner votre fortune dans des spéculations qui ont été... malheureuses.

— Est-ce ma faute? Ne m'avez-vous pas vous-même lancé sur plusieurs combinaisons ?...

— Distinguons, monsieur le marquis. Quand il m'est raisonnablement devenu impossible de vous prêter de l'argent, vous m'avez demandé de vous procurer des affaires où vous pussiez vous servir de votre nom pour jeter de la poudre aux yeux des nigauds... Je vous ai *signalé* plusieurs affaires, sans vous en *recommander* aucune. Souvent même, je vous ai donné des conseils que vous n'avez pas suivis. Est-ce vrai ?

Honoré ne répondit pas; il courba encore la tête.

— Donc, M. Dickson sait, dès maintenant, ce que tout Paris saura bientôt, c'est-à-dire que, dans cette Compagnie de réassurances, vous avez présenté des bilans fictifs, que vous avez faussé des écritures, trompé des souscripteurs...

— Des exagérations, essaya de dire Honoré.

— Non, monsieur le marquis, l'exacte vérité ! Vous pourriez me dire que beaucoup de gens respectés en ont fait autant; mais ces gens ont réussi, et vous avez échoué. Vous êtes aujourd'hui à la merci du premier souscripteur qui déposera une plainte contre vous... Et si aucun d'eux ne l'a encore fait, c'est qu'ils espèrent que vous trouverez le moyen de les rembourser. Et vous-même, vous comptez sur le mariage de votre fils pour liquider votre situation.

(A suivre). Pierre SALES.